

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

SERVICES D'AVOCATS, COMTÉS DE CHAPLEAU ET PONTIAC

M. Caouette:

1. Quels sont les noms des avocats et des notaires demeurant dans les comtés de Chapleau et de Pontiac qui ont agi pour le compte des divers ministères ou commissions du gouvernement fédéral, de 1945 au 1er janvier 1949?
2. Quel montant a-t-on versé à chacun en honoraires?

ENVOIS DE MARCHANDISES À LA CHINE

M. Lennard:

1. Depuis le 1er janvier 1949, le Canada a-t-il expédié des marchandises à destination de la Chine?
2. Dans le cas de l'affirmative, a) quelles marchandises et en quelle quantité, b) à destination de qui, c) de quelle façon en sont effectués les paiements?
3. Y a-t-il des envois de marchandises, en cours?

INDUSTRIE LAITIÈRE—OLÉOMARGARINE—
IMPORTATIONS D'HUILES ET
GRAISSES VÉGÉTALES

M. Hatfield:

1. La Commission internationale de la crise alimentaire a-t-elle cessé de fonctionner en ce qui concerne les huiles et les graisses importées au Canada?
2. Quelles mesures le Gouvernement a-t-il prises en vue de protéger l'industrie laitière à l'égard des huiles d'origine végétale et des graisses importées au Canada pour servir à la fabrication de la margarine?

OBLIGATIONS DU DOMINION—ACHAT EN 1948
PAR LA BANQUE DU CANADA ET
AUTRES INSTITUTIONS

M. Fleming:

Quel montant d'obligations émises ou garanties par le Canada a été acheté, chaque mois, en 1948, par la Banque du Canada et par chacun des autres offices, commissions ou départements du gouvernement fédéral autorisés à faire l'achat des obligations de l'État?

RADIO-CANADA—ACCORD DE LA HAVANE

M. Ross (St. Paul's):

1. Combien de demandes d'augmentation de puissance, et de la part de quels postes, a) la Société Radio-Canada, b) le ministère des Transports ont-ils reçues, au cours de 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948?
2. Quelles fréquences sont affectées à ces postes?
3. Quelle puissance minimum exige l'accord de la Havane, aux fins d'utilisation sûre de ces bandes de fréquence?
4. Quelle est la puissance maximum qui leur est accordée sous le régime dudit accord?

RADIO-CANADA—ACCORD DE LA HAVANE—BANDES ALLOUÉES AU CANADA

M. Ross (St. Paul's):

1. A quelle date est en vigueur et doit prendre fin l'accord régional sur la radiodiffusion de l'Amérique du Nord, aussi connu sous le nom d'accord de la Havane?

2. A quelle date le Canada devait-il utiliser, à une puissance minimum, les bandes de fréquences qui lui avaient été attribuées?
3. A-t-on prorogé cette date?

AÉROPORTS DE YARMOUTH-CENTRE ET FINGAL,
EN NOUVELLE-ÉCOSSE

M. Coyle:

1. Le Gouvernement utilise-t-il les aéroports de Yarmouth-Centre et de Fingal?
2. Sinon, qu'est-il advenu de ces aéroports?
3. L'un ou l'autre de ces aéroports, ou ces deux aéroports, ont-ils été affectés à l'exploitation agricole?
4. Dans le cas de l'affirmative, à qui ont-ils été loués et à quelles conditions?
5. Paie-t-on des taxes à l'égard de ces terres?
6. Dans le cas de l'affirmative, à qui et sinon, pourquoi?

SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

M. Green:

1. Quelles sont les sociétés de la Couronne qui continuent à fonctionner?
2. Quelle est la nature des travaux accomplis par chacune?
3. A quel ministre de la Couronne, s'il y a lieu, chacune des ces sociétés est-elle responsable?
4. Quelles sociétés de la Couronne continuent d'exister mais sont inopérantes?

QUESTION AU SUJET D'UN DOSSIER

SUBVENTIONS À L'ÉGARD DE DIFFÉRENTES DENRÉES,
EN 1946, 1947 ET 1948

M. H. W. Timmins (Parkdale): Une de mes questions, portant sur les subventions à l'égard de différentes denrées, a été transformée en ordre de dépôt de document, comme en font foi les *Débats* du 9 février dernier. Comme je n'ai pas encore reçu le document, je prierais le ministre des Finances de bien vouloir s'en occuper.

L'hon. Douglas Abbott (ministre des Finances): Mon ministère n'est probablement pas seul en causé. Je verrai cependant ce qui en est.

DEMANDE DE DOCUMENTS

CONFÉRENCE INTERNATIONALE POUR LA SAUVEGARDE DE LA VIE HUMAINE EN MER—
DÉLÉGATION DU CANADA

M. Pearkes:

Copie du rapport de la délégation canadienne à la Conférence internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, tenue en 1948.

L'hon. M. Chevrier: Le seul rapport qu'on m'a signalé à cet égard est celui de la Conférence internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, signé à Londres le 10 juin 1948. J'imagine que c'est ce que veut le député. Je dépose donc ce rapport.

M. Pearkes: Je croyais que la délégation canadienne avait peut-être soumis son propre rapport.

L'hon. M. Chevrier: Il n'y a pas de rapport spécial.